

## SOMMAIRE

Au cours du symposium, les exposés et les discussions ont porté sur les technologies de l'information et la restructuration de la production et des marchés financiers, l'impact sur les groupes d'intérêt transnationaux, les activités criminelles transfrontières et les médias nationaux, ainsi que sur le bon gouvernement.

Les technologies de l'information ont été le complément des changements apportés aux méthodes mondiales de production; elles n'en ont pas été la cause. Et les firmes créent des alliances stratégiques pour réduire l'incertitude générée par une production tributaire du savoir. Ces alliances conduisent à des oligopoles mondiaux en plus d'entraîner les nations à se faire la lutte pour attirer les investissements. L'industrie des services financiers a conçu les instruments voulus pour assurer le mouvement des capitaux, les technologies de l'information facilitant les flux transfrontières et tirant les pays de leur isolement. Dans ce domaine comme dans d'autres, ces technologies peuvent créer un monde à deux vitesses. Le mouvement rapide de capitaux qu'elles facilitent a un impact sur l'État puisque les institutions nationales sont plus vulnérables du fait que le capital se déplace pour profiter de différents régimes réglementaires. C'est ce qui a précipité la course à la libéralisation des marchés financiers.

Les technologies de l'information ont favorisé l'ascension rapide de groupes d'intérêt transnationaux ayant des objectifs multiples. Elles ont aussi modifié de diverses façons la relation entre les individus et les groupes d'intérêt. De plus en plus de ces groupes participeront à la prise de décisions, qui deviendra un processus moins institutionnalisé et davantage thématique et dominé par les alliances de convenance. Face aux tactiques des groupes d'intérêt, le principal défi pour le gouvernement canadien en sera un de coordination. Sa tâche pourra être simplifiée à ce chapitre si d'autres intervenants, et notamment la communauté des affaires, sont prêts à accepter son leadership et s'il est lui-même disposé à fournir fonds et information.

En ce qui a trait au blanchiment de l'argent, le Canada est particulièrement vulnérable en raison des lacunes de la loi. De même, le gouvernement n'a pratiquement aucune information sur les sommes qui entrent au pays et qui en sortent, contrairement à l'Australie et aux États-Unis qui exercent une surveillance étroite à cet égard. Il est vital de disposer d'un code international de la preuve qui tienne compte des transactions financières «sans papier» et des différences dans les systèmes légaux. Il y a également un sérieux problème de ressources au niveau de l'application de la loi, qui est du ressort fédéral.

Les changements technologiques peuvent encourager la fragmentation de l'auditoire national traditionnel en communautés «spécialisées». De plus, les médias s'en prennent à l'efficacité, puis à la légitimité du gouvernement. Un phénomène d'aliénation des élites s'est engagé, parallèlement au fait que des éléments plus radicaux s'approprient l'ordre du jour. À terme, on se retrouvera avec des îlots de gens n'ayant rien en commun. Ces réflexions ont servi de fil conducteur au symposium, qui cherchait à déterminer si les technologies de l'information changeaient à la fois les nations et les sièges du pouvoir.